

Décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative
dans le champ de l'Education permanente

Centre régional du Libre Examen de Bruxelles



**Rapport général d'exécution
2009-2013
&
Plan d'action quinquennal
2014-2018**

Table des matières

Section 1 : Coordonnées générales.....	3
Identification de l'association :.....	3
Nature actuelle de la reconnaissance dont bénéficie l'association :	3
Au cas où l'association demande un changement de catégorie de forfait(s) de reconnaissance	4
Motivation au changement de forfait.....	5
Section 2 : Enjeux de société et visées de l'association	6
2.1. Les visées du Centre régional du Libre Examen	6
2.2. Les relations entre objet social et l'article 1 ^{er} du décret lors de la reconnaissance.....	6
2.3. Une actualisation de cette relation à la lueur de notre expérience.....	7
Accroître notre vigilance citoyenne	7
Développer le sens collectif	8
Section 3 : Bilan et Perspective des actions 2009-2013.....	9
3.1. Présentation synthétique des actions et/ou réalisations.....	9
Les thématiques	9
Les publics cibles	10
Les types d'activités	12
Methodologie et processus développés dans les activités	12
Liste des actions réalisées durant le programme quinquennal 2009-2013.....	13
3.2. Les enseignements tirés de l'engagement dans le décret	17
Un volume d'heures effectuées qui se consolide.....	17
Des thématiques qui se confirment	17
L'éducation permanente = le corps-métier du Centre.....	17
3.3. Remarques	18
Des ajustements de personnel.....	18
Difficulté à susciter la demande des publics	18
3.4. Plan d'action 2014-2018 : les principales lignes de force de la programmation à venir.....	18
Thématique <i>Laïcité, démocratie et vivre ensemble dans une société interculturelle</i>	18
Thématique <i>Egalité des chances</i>	21
Section 4 : Les effets observés de l'action	25
4.1. Effets auprès du public visé.....	25
Effets d'ordre quantitatif	25
Effets d'ordre qualitatif	27
4.2. Effets sur les visées de l'association.....	28
4.3. Plan d'action 2014-2018 : Les orientations à venir	28
Maintenir un espace de liberté de parole.....	28
Promouvoir le libre examen comme principe d'émancipation individuelle.....	29
Maintenir une grande vigilance par rapport à l'actualité.....	29
Développer les partenariats.....	29
Se rapprocher du citoyen et partir de sa demande.....	30
En termes de méthode.....	30
Section 5 : Conclusions et évaluation globale de l'action de l'association	32
5.1. La participation active des publics dans la conception, la conduite et l'évaluation des activités.....	32
La fiche d'évaluation par activité	32
Les évaluations de groupe avec les partenaires.....	32
Les rencontres annuelles avec les sympathisants	32
5.2. Plan d'action 2014-2018 : l'adéquation décret / actions du Centre, à la lueur de l'évaluation.....	32
De façon globale	32
De façon plus précise	33
5.3. Les enseignements que l'association a tiré de cette évaluation.....	34
Enseignements concernant nos visées et lignes de force	34
Apprentissage d'une méthode d'évaluation	34

Section 1 : Coordonnées générales

Années civiles sur lesquelles portait la convention/le contrat-programme : 2009-2013

Identification de l'association :

Nom : CENTRE REGIONAL DU LIBRE EXAMEN DE BRUXELLES
Sigle : LEB
N° d'entreprise : 0418. 479. 675
Adresse du siège social : 66, rue Coenraets – 1060 Bruxelles
Correspondant : Carmen CASTELLANO
Téléphone : 02 535 06 78/81
Fax : 02 535 06 93
E-mail : info@centre-librex.be

Nature actuelle de la reconnaissance dont bénéficie l'association :

Préciser si l'asbl est reconnue en tant que :

Association
Mouvement

Préciser sur quel(s) axe(s) et catégories de forfait porte la reconnaissance :

Axe 1 Catégorie de forfait ¹ : Article 4 §1^{er}
Champ d'action territorial : zone de 1.000.000 hab

Axe 2 Catégorie de forfait * : Article 13 §1^{er} (15 points) / Article 13 §2 (30 points)
/ Article 13 §3 (45 points)
Champ d'action territorial :.....

¹ Préciser l'article de l'arrêté gouvernemental visé (exemple article 5 §1^{er}) ainsi que le nombre de points emploi (ou le montant de la subvention s'il s'agit d'un des trois forfaits définis par l'article 4 de l'arrêté gouvernemental).

* Biffer les mentions inutiles.

Axe 3, 1 Catégorie de forfait * : Article 18 §1^{er} (20 points) / Article 18 §2 (30 points)
Champ d'action territorial :.....

Axe 3, 2 Catégorie de forfait * : Article 23 §1^{er} (20 points) / Article 23 §2 (30 points)
Champ d'action territorial :.....

Axe 4 Catégorie de forfait : Article 27 (20 points)
Champ d'action territorial :.....

Au cas où l'association demande un changement de catégorie de forfait(s) de reconnaissance ²

Préciser si l'asbl demande à être reconnue en tant que :

Association

Mouvement

Préciser sur quel(s) axe(s) et catégories de forfait porte la demande de reconnaissance postulée dans le futur :

Axe 1 Catégorie de forfait ³ : Art 4 §2
Champ d'action territorial : zone de 1.000.000 hab

Axe 2 Catégorie de forfait * : Article 13 §1^{er} (15 points) / Article 13 §2 (30 points) / Article 13 §3 (45 points)

² NB : en ce cas, les tableaux de détail d'activités joints au rapport doivent présenter des quantités d'activités – thématiques - ou de productions en rapport avec les critères relatifs au nouveau(x) niveau(x) de forfait(s) postulé(s).

³ Préciser l'article de l'arrêté gouvernemental visé (exemple article 5 §1^{er}) ainsi que le nombre de points emploi (ou le montant de la subvention s'il s'agit d'un des trois forfaits définis par l'article 4 de l'arrêté gouvernemental).

* Biffer les mentions inutiles.

Champ d'action territorial.....

Axe 3,1 Catégorie de forfait * : Article 18 §1^{er} (20 points) / Article 18 §2 (30 points)
Champ d'action territorial :.....

Axe 3,2 Catégorie de forfait * : Article 23 §1^{er} (20 points) / Article 23 §2 (30 points)
Champ d'action territorial :.....

Axe 4 Catégorie de forfait : Article 27 (20 points)
Champ d'action territorial :.....

Motivation au changement de forfait

Le Centre régional du Libre Examen s'était fixé comme objectif d'accroître son volume d'activités en éducation permanente par rapport à la reconnaissance de 60 heures obtenue en 2008. Depuis 2010, nous travaillons dans cette perspective et les résultats effectifs annuels 2010, 2011, 2012 se consolident, tout comme devrait se consolider 2013, montrant ainsi les capacités réelles de l'équipe. Ces résultats dépassent largement le forfait de 100 heures auquel nous aspirons dans le cadre de notre prochain plan quinquennal.

Section 2 : Enjeux de société et visées de l'association

2.1. Les visées du Centre régional du Libre Examen

Le Centre régional du Libre Examen est une association qui *a pour objectif la diffusion du principe et de la démarche du libre examen ainsi que le développement d'une prise de conscience critique des réalités de la société. Elle se donne pour objectif de susciter, dans une perspective laïque de l'éducation permanente, les capacités d'analyse, de choix et d'action pour l'émancipation de l'Homme à l'égard de toute forme de cléricisme, d'assujettissement et de discrimination.*

L'objet social ainsi décrit dans le premier article des statuts de notre association constitue, depuis la création de celle-ci, le fondement de notre action au quotidien. Il reste à ce jour inchangé.

2.2. Les relations entre objet social et l'article 1^{er} du décret lors de la reconnaissance

L'article 1^{er} du décret a pour objet *le développement de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente visant l'analyse critique de la société, la stimulation d'initiatives démocratiques et collectives, le développement de la citoyenneté active et l'exercice des droits sociaux, culturels, environnementaux et économiques dans une perspective d'émancipation individuelle et collective des publics en privilégiant la participation active des publics visés et l'expression culturelle.*

La concordance entre l'article 1 des statuts du Centre régional du Libre Examen et l'article 1 du décret apparaît donc sur les trois objectifs cités :

- Favoriser et développer la prise de conscience et une connaissance critique des réalités de la société ;
- Favoriser et développer des capacités d'analyse, de choix, d'action ;
- Favoriser et développer des attitudes de responsabilité et de participation active à la vie sociale, économique, culturelle et politique.

Le libre examen, valeur laïque par excellence, postule, en toute matière, le rejet de l'argument d'autorité et l'indépendance de jugement. Prônant la liberté de conscience et ne reconnaissant aucun dogme, il se base sur la méthode scientifique pour *procéder avec esprit critique à la mise en question des idées reçues, toutes les idées reçues, y compris celles ancrées en soi, les plus pernicieuses, celles de la bonne conscience et du préjugé.*

Le libre-exaministe est, par principe également, une personne qui s'engage à mettre ses paroles et ses actes en accord avec ce qu'il tient pour vrai. Son devoir de citoyen le pousse à participer à la construction d'une société plus juste et plus démocratique.

Dans cet esprit, le Centre régional du Libre Examen veut contribuer à permettre aux individus de devenir des citoyens émancipés (c'est-à-dire capables de jugements objectifs et d'actions libres) et responsables tout au long de leur vie. Il appuie sa mission d'éducation permanente sur toutes les valeurs laïques parmi lesquelles, la liberté, l'égalité entre tous, le respect, la démocratie, la solidarité, le partage. Ses activités sont conçues pour ouvrir le débat sur les problématiques d'une société en

mouvement, déconstruire les idées reçues, libérer les consciences par rapport aux préjugés et aux dogmes, lutter contre les injustices, les inégalités sociales et toutes les formes d'intolérance, défendre les droits humains fondamentaux, appuyer les aspirations et revendications des citoyens dans un souci de participation active de leur part, favoriser le dialogue interculturel dans une société plurielle.

Le Centre régional du Libre Examen se veut un espace de parole au sein duquel le citoyen qui participe peut froter et limer son esprit contre celui des autres, développer sa réflexion critique personnelle et exercer son libre engagement sans tabous ni contraintes.

Les sujets développés trouvent un ancrage à la fois dans l'actualité socio-économique globale et dans les questionnements provenant d'autres associations du secteur non-marchand avec lesquelles le Centre a développé depuis longtemps de solides partenariats. Ces sujets sont toujours éclairés sous l'angle libre examinateur et citoyen, permettant ainsi l'analyse et l'objectivation des problématiques sociétales abordées, tout en laissant la possibilité aux participants de l'enrichir de leur propre expérience et de leurs réflexions personnelles.

2.3. Une actualisation de cette relation à la lueur de notre expérience

Accroître notre vigilance citoyenne

Décloisonner les réflexions, enrichir le creuset de la démocratie, concilier culture et débats, réaffirmer les valeurs humanistes, tels sont les défis auxquels le Centre régional du Libre Examen s'est attelé depuis sa création il y a 30 ans, défis qu'il a confirmés lors de sa demande de reconnaissance en 2008 et qu'il réitère une nouvelle fois en 2013. Avec force et vigueur, d'ailleurs, dans un contexte sociopolitique général où :

- Les crises économiques et financières, les instabilités politiques, les guerres fragilisent les démocraties, aggravent les inégalités sociales, oppriment les peuples, d'ici et d'ailleurs ;
- Le retour actuel du religieux dans tous les domaines de la vie en société, en Belgique et plus largement en Europe, met en question les fondements de la laïcité, laïcité qui a pourtant permis au cours de l'Histoire une sécularisation des institutions publiques et du pouvoir d'Etat et qui permet aujourd'hui de prendre en compte la diversité des hommes et la nécessité de les unir pour assurer leur coexistence ;
- Les luttes d'intérêts à l'échelle planétaire et la poussée des extrémistes politiques et religieux partout dans le monde, couplées à une certaine frilosité des démocraties, favorisent les replis identitaires et communautaires, conduisent à la banalisation des discours xénophobes et des actes de haine, mettent en danger les avancées en matière de droits humains, notamment à l'égard des femmes et des minorités ;
- L'individualisme forcené et la société de consommation débridée enferment les individus dans leur ego surdimensionné, affaiblissent le lien social, et vont jusqu'à remettre en question tous les codes de sociabilisation de nos démocraties, notamment chez les jeunes générations ;
- Les médias noient les citoyens d'informations sur l'actualité souvent enflammées, insuffisamment documentées, et surtout qui alimentent généralement l'expression d'un conformisme confondant, ce qui finit même par altérer les capacités de jugement et d'action des esprits les plus critiques et éclairés.

Plus que jamais, il est important de donner aux citoyens les moyens individuels et collectifs de :

- Décrypter les informations et les discours d'opinions qui se présentent à eux ;
- Apprendre à différencier ce qui relève de la vie privée et de la vie publique, de leurs intérêts individuels et de l'intérêt général de tous ;
- Réaffirmer les fondamentaux démocratiques qui constituent le socle d'un vivre ensemble solide et durable dans une société aussi diversifiée que celle d'aujourd'hui ;
- S'approprier de nouveaux lieux de débats, de confrontations d'idées et, in fine, d'expérimentations sociales ;
- Raviver le sens de l'engagement et des responsabilités, tout en l'adaptant bien sûr aux perceptions et modes d'expression des nouvelles générations ;
- Oser dénoncer les modèles dominants de pensées et de pouvoirs, dès lors que les citoyens les jugent inadaptés ou néfastes, et inventer des alternatives propices à l'épanouissement de tous et au bien-être collectif.

Développer le sens collectif

L'éducation permanente est au cœur de ces enjeux de société notamment en termes de participation citoyenne des individus. La réussite de sa mission nécessite de valoriser la démarche collective, trop longtemps délaissée dans une acception limitée (et faussée) du libéralisme philosophique.

En effet, une société humaine (à l'échelle d'un quartier, d'une région, d'un pays) ne représente pas exactement la somme de ses composantes. Elle est autre, elle dispose de logiques propres tout à fait particulières, ses fonctionnements sont indépendants de ceux de ses membres, son projet d'avenir doit rester le plus autonome possible et ne peut se soumettre à la volonté de quelques-uns. Maintenir cette différenciation dans les raisonnements et analyses n'est pas facile, car cela demande de percevoir tout collectif humain en dehors, au-delà, d'un pré-carré personnel, d'accepter que ce que l'on trouve bon ou acceptable à titre individuel ne le soit pas nécessairement pour le groupe, et vice-versa peut-être, de disposer des outils indispensables à une forme d'objectivation, tout en sachant que celle-ci n'est jamais totale.

Le Centre régional du Libre Examen, tout en restant modeste dans ses propres modalités d'expertise, constate qu'il ne suffit pas d'agir sur les capacités de chacun mais qu'il importe d'insuffler un esprit de groupe et un sens du bien commun, dans une société où coexistent une multiplicité de croyances, de cultures et de singularités individuelles. Ceci pourrait être formulé dans les visées de l'association de la façon suivante : « *Le Centre régional du Libre Examen veut contribuer à la construction d'une société plus juste, plus solidaire et plus démocratique. S'il part du principe que chaque citoyen(ne) porte en lui (elle) les ressources et les ressorts de cette émancipation individuelle, il souhaite également :*

- *Favoriser la production collective, par les citoyens eux-mêmes, de moyens d'analyse et de réflexion susceptibles de faire naître des projets de société ;*
- *Susciter des attitudes citoyennes d'ouverture et de respect, propices au « vivre ensemble » ;*
- *Alimenter des choix partagés et éclairer des actions communes.*

Section 3 : Bilan et Perspective des actions 2009-2013

3.1. *Présentation synthétique des actions et/ou réalisations*

Les thématiques

Dans son dossier initial, le Centre régional du Libre Examen avait demandé une reconnaissance lui permettant de valoriser trois thématiques : « Laïcité, religions et autres courants de pensée à l'épreuve du vivre ensemble », « Egalité Homme/Femme », « Démocratie, mondialisation, engagement citoyen, conflits, paix : ici et là-bas ».

Les activités effectivement menées entre 2009 et 2013 se sont inscrites dans les objectifs fixés en 2008 autour des deux premières thématiques, la reconnaissance ayant été moindre que celle escomptée.

A l'intérieur d'une même thématique, l'organisation des activités de manière cyclique permet de donner des fils conducteurs aux programmes annuels du Centre et d'accrocher davantage le public du fait de la récurrence des activités. Cela permet également d'approfondir les sujets abordés, parfois sous différents angles d'approche, afin d'en avoir une vision plus globale, puis d'en observer les évolutions positives ou négatives.

Thématique *Egalité des chances*

A partir de 2010, nous avons souhaité élargir la thématique « Egalité Homme/Femme » à toute la problématique de l'« Egalité des chances » et traiter les questions des stéréotypes et des discriminations multiples (âge, sexe, origine, orientation sexuelle, politique, économique, etc.). Pour prendre en compte la dégradation de l'environnement économique et social, nous avons abordé les questions de la crise et de la pauvreté, facteurs d'inégalités sociales.

Les activités de cette thématique ont permis de traiter les sujets suivants :

- Les crises économiques et leurs effets sur le développement de la pauvreté et des inégalités sociales ;
- La lutte contre les stéréotypes de genre ;
- La lutte contre les violences faites aux femmes ;
- Les problématiques spécifiques rencontrées par les femmes issues de l'immigration ;
- Les jeunes dans la société ;
- L'imaginaire collectif véhiculé par les médias sur le corps et le sexe.

Thématique *Laïcité, les religions et autres courants de pensée à l'épreuve du vivre ensemble*

Nous avons rattaché la question de l'engagement citoyen et la défense des valeurs démocratiques à cette thématique car, comme nous l'avons dit précédemment, la laïcité ne peut se concevoir sans engagement ni démocratie. Nous avons également tenu une veille sur la manière dont a évolué la laïcité en Europe et dans le monde, compte tenu de l'actualité de ces dernières années et dans un esprit universalisant.

Les activités de cette thématique ont permis de traiter les sujets suivants :

- L'engagement laïque en Belgique et en Europe ;
- Les valeurs laïques à l'épreuve de la diversité culturelle ;
- Laïcité et école ;
- Bruxelles, militantisme laïque et art nouveau ;
- Histoire et travail de mémoire ;
- Laïcité et Islam, en Belgique et dans le monde ;
- La défense des droits humains dans le monde.

Les publics cibles

Depuis toujours, l'association a étendu son champ d'action à la Région de Bruxelles Capitale, sans oublier ses liens avec le public venant du Brabant Wallon et de la Province de Namur.

L'originalité de notre public est d'être diversifiée : personnes issues de l'immigration, femmes en difficulté, personnes précarisées, minorités actives, professionnels venant chercher des outils d'analyse dans le cadre de leurs fonctions, militants ou citoyens venant à titre personnel, etc. Des personnes de sensibilités et de milieux différents ont ainsi l'occasion de s'exprimer, de froter et limer leurs esprits à ceux des autres. Tous proviennent d'horizons divers : monde associatif, syndical, universitaire, étudiantin, réseau laïque, réseau de la coopération au développement, ONG, réseau d'alphabétisation et d'ISP, pouvoirs publics, associations d'éducation permanente, associations psychosociales, psycho médicales et culturelles.

Afin de rester pertinents dans les résultats recherchés, nous cibons des publics différents selon les activités (tant dans les objectifs visés que les sujets abordés et les méthodologies de mise en œuvre privilégiées). Les activités se déroulent dans les centres culturels, l'ULB, le Centre d'Action Laïque, Bruxelles Laïque, les salles des associations partenaires, les salles communales. Cette pluralité permet de toucher des professionnels mais aussi des citoyens de tous bords, en particulier ceux qui sont issus des milieux populaires et/ou ceux qui font l'objet d'un accompagnement dans des lieux d'accueil (alphabétisation, ISP, formation, chômage, aide sociale, etc.).

Les réseaux de professionnels

Dans une démarche de citoyenneté émancipatrice, il est important que le principe du libre examen s'inscrive dans les réseaux actifs bruxellois et qu'il participe aux échanges de savoirs et compétences entre les professionnels des secteurs socio-éducatif et socioculturel. Ces actions d'éducation permanente à destination des acteurs de première ligne contribuent à dynamiser la réflexion collective et favorisent la co-construction d'outils et de méthodes de travail. C'est ainsi que :

- Nous avons participé au Réseau Mariage et Migration qui travaille sur la problématique des mariages en contexte de migration, dont les mariages forcés, précoces, précipités, gris, thérapeutiques, arrangés, coutumiers,... (2009-2013) ;
- Nous avons mis en place des animations citoyennes dans les écoles primaires, visant à sensibiliser les classes et les enseignants à la question de l'égalité garçons/filles (2009-2013) ;
- Nous avons mené un chantier ouvert avec les acteurs de la commune de Forest en réalisant des rencontres locales autour des échevins de l'Instruction publique, de la cohésion sociale et de la prévention afin de croiser des méthodologies de travail jusque-là cloisonnées,

questionner sur des pratiques professionnelles, et au final améliorer l'efficacité des services offerts pour l'accompagnement des jeunes en difficultés (2011-2013) ;

- Nous avons lancé, avec Entre-Vues asbl, des ateliers de découverte d'outils et d'animations citoyennes avec un groupe de pairs, composé de professeurs de morale, d'animateurs de jeunes ou d'adultes, d'éducateurs socioculturels, afin d'ouvrir sur des techniques pédagogiques nouvelles, favoriser les rencontres entre personnes souvent isolées professionnellement et impulser un échange de bonnes pratiques entre elles (2012-2013) ;
- Nous avons programmé une série d'activités avec les Femmes Prévoyantes Socialistes et la Maison des Femmes de Schaerbeek, sur la *Clause de l'Européenne la plus favorisée*, activités qui visent à sensibiliser les professionnels sur l'état des lois touchant spécifiquement les femmes en Belgique (avec une comparaison européenne) : lois sur la famille, la procréation, les violences, le travail, la vie politique (2013 et 2014).

Publics en difficulté inscrits dans des lieux d'accueil et bénéficiant d'un accompagnement

Conformément à ce que nous avons projeté de mettre en place au cours de ce plan quinquennal, nous avons multiplié les activités directement avec le public-cible en nous rendant dans des associations de terrain. C'est ainsi que :

- Nous avons organisé des ciné-débats : cycle de projections cinématographiques suivi de conférences et d'ateliers thématiques à destination des femmes issues de l'immigration et engagées dans un parcours de formation et d'alphabétisation (2012-2013) ;
- Nous avons organisé deux théâtres forum qui ont nécessité de travailler pendant plusieurs mois avec des groupes très impliqués dans leurs quartiers (femmes migrantes, adultes précarisés, adolescents). Les groupes ont pu être réunis grâce à notre réseau de partenaires associatifs locaux (2011 et 2012) ;
- Nous avons travaillé de la même manière dans le cadre des ateliers d'animation sur la culture du respect (2012-2013) ;
- Nous avons commencé un chantier de soutien à la parentalité intitulé « de la parole qui libère à l'action qui émancipe », chantier réalisé en cohésion sociale avec deux associations (PICOL sur Laeken et MARGE sur Forest) (2013).

Citoyens et sympathisants laïques

En tant qu'association membre de Bruxelles Laïque, nous développons de nombreuses actions en direction du réseau laïque bruxellois (ULB, CLASS, FAML, FAMD, LHAC, Ligue de l'Enseignement, Maisons de la Laïcité, etc.). Les liens que nous développons avec ses membres sont nombreux et réguliers, nous permettant à la fois de mener une veille sur les sujets à traiter, et de mobiliser des ressources pertinentes (intervenants, outils d'analyse et didacticiels) lors de nos activités. C'est ainsi que :

- Nous avons organisé plusieurs activités avec l'association Ligne de Mire sur le thème du Printemps arabe, et avec l'European Association of Turkish Academics sur le thème de la laïcité en Turquie. Ces initiatives ont eu pour ambition d'offrir à ses membres un espace de parole libre et de les accompagner dans la construction de leurs réflexions et l'organisation de leurs débats (2011, 2012) ;

- Nous avons participé activement à plusieurs plateformes du réseau laïque, telles que celles qui travaillent respectivement sur la défense du droit à l'avortement, sur les droits des détenus et la vie en milieu carcéral, sur l'Education à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle, sur la refonte des cours philosophiques (2011-2013).

Les types d'activités

Nos activités sont conçues et organisées dans le souci d'assurer l'accessibilité au plus grand nombre et particulièrement aux publics de milieux populaires. Dans l'esprit de l'éducation permanente, nous privilégions de plus en plus des animations interactives et participatives plutôt que les formes classiques de construction et de transmission de savoirs. Signalons que si les colloques que nous organisons valorisent les travaux d'universitaires ou d'experts pour introduire un sujet, nous veillons à ce que leurs interventions allient pertinence sur le fond et aisance sur la forme. Nous donnons toujours une large place aux débats afin que les participants puissent exprimer leurs propres points de vue sur les sujets.

COLLOQUE / SEMINAIRE : Sur une journée ou une demi-journée, autour d'un collège d'experts réunis régulièrement au préalable, pour faire émerger la réflexion, éclairer des sujets en croisant les perceptions du monde politique, scientifique, professionnel ;

RENCONTRE / GROUPE DE PAIRS : Sur un ton plus informel, amener des acteurs à questionner et échanger leurs pratiques professionnelles et citoyennes, échanger entre pairs des outils pédagogiques, construire des référentiels communs de travail ;

MIDI DU LIBREX : Sur la pose de midi et en un temps relativement court, débattre sur les grands sujets de société introduits généralement par un orateur, auteur d'un ouvrage ;

CONFERENCE : Sensibiliser autour d'un sujet d'actualité en partageant des expertises ;

BANQUET REPUBLICAIN : Renouer avec une tradition de convivialité, allier plaisirs de la bouche et de l'esprit en échangeant avec un orateur qui introduit un sujet ;

VISITE GUIDÉE D'EXPOSITION : Donner accès au langage d'un artiste et s'ouvrir à des formes inconnues de créativité, permettre aux individus d'exprimer leurs perceptions et leur ressenti devant des œuvres artistiques ;

CINE DEBAT / THEATRE DEBAT : Joindre le ludique à la construction de la pensée, puis, après la pièce ou le film, échanger son ressenti, confronter son esprit critique, formuler son avis ;

ATELIER D'ANIMATION INTERCULTURELLE : Favoriser la participation citoyenne et le dialogue interculturel, libérer la parole.

Méthodologie et processus développés dans les activités

Depuis 2011, l'équipe a enclenché une large réflexion sur ses méthodologies de travail et les processus mis en œuvre pour concrétiser les activités. Il en a résulté l'élaboration d'une fiche qui permet, pour chaque activité, de formaliser les enjeux, objectifs, méthodes, partenariats, puis d'assurer un meilleur suivi du processus en termes techniques et organisationnels, afin de mener une première évaluation des réalisations et résultats.

Le rapport annuel 2012 se base sur l'exploitation de ces fiches d'activité, ce qui nous a permis de présenter de façon systématique les contextes et enjeux, les objectifs, la méthode privilégiée et les résultats observés.

Liste des actions réalisées durant le programme quinquennal 2009-2013

Colloques / Conférences / Séminaires / Midis / Matinées

- La place et le rôle de la laïcité en Turquie (29/01/2009)
- Darwinisme contre créationnisme (16/02/2009)
- Laïcité : quels enjeux en Belgique et en Europe ? (26/02/2009)
- Femmes migrantes et polygamie en Belgique : quelles réalités ? (27/03/2009)
- Regards croisés sur la famille (5/05/2009)
- Parcours de femmes à partir 40 ans (14/05/2009)
- Les femmes et les élections européennes (29/05/2009)
- Identités plurielles des immigrés de 2^{ème} et 3^{ème} générations (25/09/2009)
- Femmes et développement : regards croisés Nord/Sud (13/10/2009)
- Réinsertion des détenues : a-t-on le droit à une seconde chance ? (29/10/2009)
- Le cheval de Troie. Sectes et lobbies religieux à l'assaut de l'Europe (19/11/2009)
- Laïcité et mixité sociale à l'école (27/11/2009)
- Femmes et alcoolisme : un tabou ? (11/12/2009)
- La délinquance des jeunes filles (22/01/2010)
- Jeunes et abus d'alcool : faut-il crier aux loups ? (26/02/2010)
- De l'immigration à la citoyenneté : Réflexion sur le phénomène d'auto-discrimination (19/03/2010)
- Femmes et précarité : quand la crise s'en mêle (18/05/2010)
- Marchandisation des corps (26/05/2011)
- Comment faire face à la pénurie d'enseignants ? (28/09/2011)
- Lutte contre la pauvreté : des actions locales pour un enjeu de société (25/10/2011)
- L'Islam à Bruxelles (13/04/2010)
- Burn-out : quand le travail rend malade ! (23/04/2010)
- Mouvements islamistes et politiques (28/06/2010)
- Laïcité à l'épreuve du XXI^e siècle (21/09/2010)
- Rapt parentaux internationaux : enfants volés, parents spoliés (30/09/2010)
- Le triste sort des enfants sorciers (20/10/2010)
- Genre et diversité en milieu urbain (26/10/2010)
- SDF, les damnés (29/10/2010)
- Que fait la laïcité pour lutter contre la pauvreté ? (23/11/2010)
- Intégration des primo-arrivants : bonnes pratiques et indicateurs (9/12/2010)
- Comprendre la culture arabo-musulmane, (17/12/2010)
- Amour et Internet : le couple du siècle ? (25/01/2011)
- Des synergies pour raccrocher à l'école (1) (16/02/2011)
- Pays arabes : les dessous d'une histoire en marche (3/03/2011)
- Amours et Haines, cycle de conférences (18/03/2011 ; 15/04/2011 ; 20/05/2011 ; 23/06/2011 ; 23/10/2011 ; 19/12/2011 ; 21/1/2012)
- Jeunes et Internet : loisir ou dépendance ? (29/03/2011)
- Laïcité et Solidarité (6/04/2011)
- Résilience : si on veut, on peut ! (28/04/2011)
- Arrêtez de dire que je suis Marocain (3/05/2011)
- Diversité dans les médias (12/05/2011)
- L'adhésion de la Turquie : quels défis pour demain ? (24/05/2011)
- Maroc : Réforme de la Constitution. Mirage ou réalité ? (3/06/2011)
- Le voile et la femme en Islam (22/09/2011)

- Le terrorisme amoureux (20/10/2011)
- Des synergies pour raccrocher à l'école : rencontres locales (14/11/2011 ; 16/11/2011 ; 18/11/2011)
- Des synergies pour raccrocher à l'école (2) : Egalité des chances et Ecole (23/11/2011)
- Transmission des valeurs laïques et école publique (26/11/2011)
- Entre la rue et l'école (13/12/2011)
- Banques qui pillent. Banques qui pleurent (19/01/2012)
- Parcours Amours et Haines (fin) (20/01/2012)
- Identités laïques ? (1er/02/2012)
- Maroc : la contestation continue (2/03/2012)
- La dépénalisation de l'avortement en péril ? (9/03/2012)
- Des genres qui appellent la nuance (13/03/2012)
- Le droit à l'avortement en péril ? (16/03/2012)
- Laïcité et Islam : peut-on construire l'entente ? (20/03/2012)
- Quel cadre à l'école ? Du rôle des règles et des sanctions (25/04/2012)
- La crise, quelles crises ? (27/04/2012)
- Afghanistan – Deux monde qui s'affrontent. Imaginaire ou réalité (2/05/2012)
- Femmes migrantes et mobilisées (4/05/2012)
- Egalité de genre dans le choix des études : un leurre ? (22/05/2012)
- Le financement des cultes et de la laïcité (24/05/2012)
- Lutte pour l'Egalité des Droits des Femmes au Maghreb (1er/06/2012)
- La crise de trente ans : La fin du capitalisme ? (26/06/2012)
- Les écoles de la ville de Bruxelles. Architecture et laïcité (6/09/2012)
- L'Islam au cœur de nos villes (20/09/2012)
- Politique d'austérité : Quel impact sur les femmes ? (23/09/2012)
- Laïcité et politique (26/09/2012)
- Le procès de Tintin au Congo (29/09/2012)
- Adolescents face à l'hypersexualisation (2/10/2012)
- Crise de la masculinité : parlons-en ! (15/11/2012)
- Ces liens qui nous unissent. Fondements pour une culture du respect (21/11/2012)
- Sharia4Belgium : Quel danger, quelles réponses ? (22/11/2012)
- Enjeux et processus adolescents (30/11/2012 et 1er/12/2012)
- L'économie au service des gens (4/12/2012)
- Le suicide des jeunes : quels enjeux, quels outils ? (14/12/2012)
- La pertinence de l'escargot. En route vers la décroissance! (5/2/2013)
- Ados : la rencontre réinventée (7/2/2013)
- La place de la femme et de la laïcité en Iran (18/2/2013)
- Les jeunes et la violence : quelles causes, quelle réalité, quelles interventions ? (1/3/2013)
- L'individu privatisé : Le service public pour la démocratie (7/5/2013)
- Une autre science est possible ! Manifeste pour un ralentissement des sciences (28/5/2013)
- Donnez-nous notre propagande quotidienne ! (4/6/2013)
- Vigilance sur les droits des femmes à la lueur de la Clause de l'Européenne la plus favorisée : en matinée travail avec un groupe de femmes en alphabétisation et en après-midi avec un groupe de professionnels (23/9/2013, 21/10/2013, 26/11/2013, 27/1/2014, 24/2/2014)
- La crise des démocraties (prévu en sept 2013)
- Les violences faites aux femmes (prévu en oct 2013)
- L'égalité versus la diversité (prévu en oct 2013)
- L'histoire du libre examen (prévu en oct 2013)
- 10 ans de financement de la laïcité organisée : un bilan à faire (prévu en nov 2013)

- La crise et les mouvements de contestation (prévu en nov 2013)
- Les cérémonies laïques (prévu en déc 2013)

Banquets Républicains

- Gaza : quel avenir pour la paix ? (10/02/2009)
- Fidélité en amour : le laïque y croit-il ? (10/02/2011)
- Quid de la spiritualité en Franc-Maçonnerie ? (5/05/2011)
- A qui profitent les banques ? (25/10/2011)
- Sexe ? prostitution et contes de fées (24/04/2012)
- Le Bonheur (23/10/2012)
- Vive la rébellion ! (4/3/2013)
- L'hédonisme (oct 2013)

Théâtres-débats

- « L'île » De Athol Fugard -John Kani - Winston Ntshona (16/06/2009)
- « Nathan le Sage » de G-E Lessing suivie d'une conférence « La tolérance religieuse et la libre pensée » (16/03/2010)
- « Le cœur des enfants léopards », Hypothésarts (2/10/2010)
- « Les grecs », pièce en 2 parties suivie de deux conférences « Guerres et femmes » et « Guerres et pertes de valeurs » (26 et 27/10/2010)
- « La Cerisaie » (22/02/2011)
- « A portée de crachat » suivie de « Etre Palestinien et Israélien, la question de l'identité » (24/03/2011)
- « Nema ... lento Cantabile Semplice » de Koffi Kwahulé suivie du débat « Violence conjugale : encore trop de silence » (19/05/2011)
- Petites scènes de nos vies quotidiennes, Théâtre forum (18/06/2011) + Ateliers
- « Le mot progrès » suivie de « Blessures de guerre en temps de paix » (29/03/2012)
- « Le NON de Klara » suivie de « Devoir de mémoire et Humanité d'aujourd'hui » (15/05/2012)
- Petites scènes de nos vies quotidiennes, 2^{ème} édition (2/06/2012) + Ateliers
- Vidéo-théâtre (en projet à partir d'oct 2013)

Cinés-débats

- « Mar Adentro Mourir dignement, un combat pour lequel s'est battu Ramon Sampedro » de Alejandro Amenábar, suivi d'un débat sur le thème « Euthanasie : le droit de mourir dans la dignité » (18/03/2008)
- Festival Changa-Changa, Nord-Sud, rétrospective des films de Mwede Ngangura (3 et 4/07/2010)
- « Rencontre d'un ancien détenu de Tazmamart » de Mohamed Ouachen (12/11/2010)
- « Fleur du désert » suivie du débat « Femmes et mutilations sexuelles » (16/06/2011)
- « Il corpo delle donne » (17/02/2012)
- TAC-taking HAART (20/05/2012)
- « Laïcité et islam, le cas du Sénégal » (3/10/2012)
- « Guelwaar » suivi d'un débat sur le thème « Laïcité et islam, le cas du Sénégal » (3/10/2012)
- « PRÉ » (24/10/2012)
- « Menaces sur l'accès à l'avortement » (18/3/2013)
- « Fémilangue » (prévu en nov 2013)

Musées & expositions

- « Garçons et filles : un destin pour la vie ? Belgique : 1830-2000 » (21/03/2009)
- « Fils du Ciel » (5/12/2009)
- « Debout ma mère » (20/02/2010)
- « Pas ce soir chéri(e) ? » (27/03/2010)
- « Femmes du monde arabe, ici et ailleurs » (6/05/2010)
- « 50 ans d'indépendance racontés par les Congolais » (18/09 et 9/10/2010)
- « L'Amérique, c'est aussi notre histoire ! » (26/02/2011)
- « Entre Paradis et Enfer » (9/04/2011)
- « Pudeurs et colères de femmes » (10/09/2011)
- « A table ! du champ à l'assiette. Manger, ce n'est pas banal ! » (19/11/2011)
- Ancienne école normale Emile André. Bruxelles Mouvement Laïque et Art Nouveau (4/02/2012)
- Ecole Josaphat - Mouvement Laïque et Art Nouveau (11/07/2012)
- L'Orient vu par les peintres occidentaux dans l'histoire (12/5/2013)
- La mort à travers les civilisations (18/5/2013)
- Visites de musée vivantes (prévues entre oct et déc 2013)

Animations citoyennes interculturelles

- « Egalité Homme / Femme » : promouvoir les relations égalitaires entre les filles et les garçons à destination des écoles primaires. (2009-2013)
- « Ciné-dialogue interculturel : quand les femmes plurielles s'en mêlent » (2012-2013)
- Atelier sur la culture du respect (10 journées/oct-nov 2012, 4 journées/oct 2013)
- Les droits des femmes expliqués aux citoyennes à la lueur de la Clause de l'Européenne la plus favorisée (23/9/2013, 21/10/2013, 26/11/2013, 27/1/2014, 24/2/2014)
- Groupes de soutien à la parentalité : de la parole qui libère à l'action qui émancipe (12 animations prévues entre sept et déc 2013)

Rencontres et groupes de pairs

- Ateliers de découverte d'outils et d'animations citoyennes : Le ProDAS (11/10/2012) ; L'île (8/11/2012) ; le dilemme moral (10/1/2013) ; Visite de musée (7/2/2013) ; Kasal ou l'auto-louange (7/3/2013) ; Image de soi, image de l'autre (18/4/2013) ; Le mandala ou la question du don (16/5/2013) ; deux programmations prévues en oct et nov 2013
- Rencontre locale forestoise : Enfants en difficultés : quels soutiens ? (2/5/2012, 25/10/2012, 21/2/2013, 5/5/2013, 15/10/2013)
- Le ProDAS, formation complète (2 jours en oct 2013)
- Le Kasala ou l'auto-louange, formation complète (2 jours en nov 2013)
- L'arbre en éventail, formation complète (2 jours en janv-février 2014)

3.2 Les enseignements tirés de l'engagement dans le décret

Un volume d'heures effectuées qui se consolide

Nbr d'heures par thématique	2009	2010	2011	2012	Projection 2013
Thématique 1	30h30	52h00	63h00	118h30	100h
Thématique 2	31h00	58h00	143h00	144h00	120h
Total d'heures	61h30	110h00	206h00	262h30	220h

Après une période d'adaptation à la décision de reconnaissance prise en novembre 2008 et effective dans le contrat-programme 2009-2013, le Centre régional du Libre Examen prouve qu'il est en mesure de développer sa capacité interne de réalisation. En effet, le volume d'heures effectuées en éducation permanente ne cesse de progresser.

Alors que l'équipe du Centre n'a pas embauché de permanents supplémentaires, le saut du volume horaire entre 2010 et 2011 s'explique par le fait que nous avons mis en place de nouvelles modalités de travail. Notamment, nous avons fait appel à plusieurs reprises à des personnes extérieures pour mener des actions nécessitant des compétences spécifiques. Ce fut le cas pour les animations des théâtres forum, ainsi que pour les animations à la culture du respect.

Des thématiques qui se confirment

Nbr d'activités par thématique	2009	2010	2011	2012	Projection 2013
Thématique 1	9	11	19	18	16
Thématique 2	8	16	20	23	18
TOTAL d'activités	15	27	39	41	34

Comme décrit en 3.1. (page 9), nous avons développé les deux thématiques de façon concomitante au cours du plan quinquennal 2009-2013.

L'éducation permanente = le corps-métier du Centre

L'éducation permanente constitue le corps de métier du Centre régional du Libre Examen et est inscrite dans son objet social. L'engagement dans le décret est donc essentiel pour le maintien des activités de l'association. Si les conditions et les critères de reconnaissance, tout comme le suivi et l'évaluation des actions, nous ont contraint dans des champs d'activités, des publics, des modalités de mises en œuvre ils nous ont aussi permis de structurer nos interventions au fil de temps. Grâce à cette inscription dans le décret, nous avons pu asseoir des partenariats, accroître notre lisibilité, participer à des appels d'offre et développer des compétences.

3.3. Remarques

Des ajustements de personnel

En 2009, le Centre régional du Libre Examen a connu une baisse de régime eu égard au départ d'une de ses chargées de projets. Après six mois de vacance de poste, l'intégration d'une nouvelle personne a permis de dynamiser la petite équipe.

Difficulté à susciter la demande des publics

Comme décrit dans le dossier 2007, les responsables de projets du Centre régional du Libre Examen font le choix d'un sujet en fonction de l'actualité, des besoins mis en évidence au cours de leurs rencontres avec les pouvoirs publics, la société civile, le monde universitaire et éducatif et lorsqu'ils constatent un manque ou une demande d'informations dans le domaine des thématiques d'actions. De cette façon, dans nos pratiques professionnelles, nous essayons de rester à l'écoute des aspirations et des besoins exprimés par le terrain. Compte tenu du vaste réseau dont nous disposons, nous essayons de réunir, sur chaque activité, un large spectre d'intervenants avec lesquels nous élaborons le contenu du programme à travers une concertation régulière.

Ces pratiques, bien qu'avérées, ne sont pas toujours suffisantes pour aborder certains sujets d'actualité sensibles qui demandent une connaissance du terrain et de la situation vécue des citoyens. C'est pourquoi, pour nous aider à rester en phase avec la société et nous rendre plus proactifs par rapport à sa demande, nous avons renforcé nos partenariats avec d'autres associations bruxelloises, et travaillé de concert avec leurs publics. Ce rapprochement du terrain nous amène à nous inscrire dans toute une série de plateformes de professionnels (sur les thèmes de l'avortement, EVRAS, la vie en milieu carcéral, l'évolution des cours philosophiques) et surtout dans des groupes locaux de réflexion et d'action agissant au plus près du terrain et avec les acteurs impliqués en cohésion sociale (Forest, Laeken par exemple).

3.4. *Plan d'action 2014-2018 : les principales lignes de force de la programmation à venir*

Thématique Laïcité, démocratie et vivre ensemble dans une société interculturelle

Dans l'histoire de la Belgique, le courant de la laïcité philosophique a permis de briser la solitude des « non-croyants » et de délivrer la morale prise en otage par les religions. Aujourd'hui, les tentations obscurantistes, les replis identitaires, les exclusions, le retour du religieux, des discriminations, du racisme, les restrictions à l'encontre des femmes, la montée de tous les extrêmes imposent de faire de la laïcité politique un combat pour le vivre-ensemble, un espace démocratique de liberté dans lequel chaque citoyen, quelles que soient ses convictions, sa croyance ou sa non croyance, pourra s'épanouir dans le respect des droits et devoirs fondamentaux.

Le Centre régional du Libre Examen souhaite continuer de promouvoir cet espace commun de dialogue, de construction collective et de participation citoyenne, permettant aux citoyens de vivre ensemble dans le respect mutuel.

Promouvoir la démarche du libre examen

Le libre examen est la valeur laïque qui proclame la liberté de conscience comme droit. Il s'agit également d'une posture de vie qui s'apprend, une manière d'être et de pensée qui demande une certaine curiosité, une ouverture à l'autre, un engagement, et une perpétuelle remise en question quant à ce que l'on sait ou croit savoir. Il ne se décrète pas une bonne fois pour toute, mais se pratique au quotidien. Cette pratique amène à une discipline de vie qui conduit à des choix personnels et à des actions responsables.

Nous constatons que le libre examen est un concept peu connu et souvent mal compris, et ce même dans le milieu laïque. Nous souhaitons donc en faire la promotion de façon active et dynamique en organisant des rencontres avec le réseau des associations laïques axées sur la démarche du libre examen, notamment le Cercle du Libre Examen, la Fédération du Libre Examen, l'UAE et l'ULB.

Objectifs : Mettre des mots sur le concept ; Informer sur ce qu'il représente ; Partager des expériences dans les pratiques libres-exaministes ; Diffuser son principe dans le réseau associatif et les publics-cibles.

Méthodes : Rencontres-débats ; Partenariats ; Animations formatives ; Actions de promotion.

Défendre et transmettre les valeurs laïques de nos démocraties

La défense des valeurs et l'exercice de la démocratie sont des enjeux essentiels pour la pérennité de notre société et la mise en place d'une vraie justice sociale. Dans le contexte actuel de crises, d'évolution des équilibres sociopolitiques mondiaux, d'arbitrages institutionnels, l'éducation (à l'école et tout au long de la vie) reste un pilier principal sur lequel se fonde l'émancipation et la responsabilisation des personnes en même temps que se réalise la construction de savoirs, la transmission de valeurs et l'apprentissage de la démarche citoyenne. Parmi les autres piliers de l'idéal démocratique, nous retiendrons la justice qui doit garantir l'équité et la paix sociale, mais également la sécurité sociale qui défend les principes de solidarité entre tous et l'intégrité de chacun.

Ces piliers qui ont été façonnés à force de combats et dans une idée progressiste de l'humanité, sont régulièrement laminés par des courants contraires : la montée d'un individualisme exacerbé, les crises, les coupes budgétaires et l'affaiblissement des Etats, la globalisation et les logiques de marché, etc. Il est donc important de mobiliser le citoyen pour défendre les valeurs démocratiques ainsi que les institutions qui les soutiennent et les mettent en œuvre.

Objectifs : Prendre connaissance de l'histoire du mouvement laïque en Belgique et en Europe ; Favoriser le rapprochement entre les générations ; Prendre conscience des risques de dérive et susciter la vigilance citoyenne ; Mobiliser les citoyens sur des enjeux sociétaux.

Méthodes : Visites guidées de monuments historiques ; Ciné-débats ; Rencontres culturelles, séminaires de réflexion ; Actions d'information dans les écoles et le réseau associatif ; Soutien à des collectifs d'actions citoyennes.

Mieux comprendre les courants religieux et philosophiques

La diversité culturelle est une richesse pour autant qu'il y ait respect mutuel et confiance réciproque. Dans un idéal démocratique qui prône l'égalité et l'harmonie entre tous, cette diversité ne pourra s'épanouir véritablement qu'à travers des échanges interculturels qui valoriseront les points de convergence et cerneront les points de divergence, sans tabous ni phobies. Pour cela, il est essentiel de s'inscrire dans une ouverture à l'autre et de réduire les zones d'incompréhension entre les individus et les communautés de pensée. Le Centre régional du Libre Examen, qui a toujours ouvert sa tribune aux différents courants religieux et philosophiques, souhaite montrer comment les

diverses religions et courants philosophiques ont intégré au cours de leur histoire et intègrent aujourd'hui les valeurs du vivre ensemble. Pour sortir des cloisonnements communautaires, nous souhaitons multiplier les regards croisés dans un esprit d'écoute et de bienveillance.

Objectifs : Questionner les religions sur leur caractère progressiste et leur mise en pratique des valeurs démocratiques ; Mieux comprendre les textes fondateurs des religions et confronter leurs interprétations ; Les mettre en perspective par rapport à la société contemporaine ; Développer l'esprit critique.

Méthodes : Midi du Librex ; Ciné-dialogues interculturels ; Séminaires de réflexion ; Participations à des actions de cohésion sociale.

Animations à la culture du respect / de la confiance

Comme nous avons pu le développer en 2012 et 2013, le respect repose sur des apprentissages et des pratiques. Il est perçu par chaque individu en fonction de situations vécues personnellement et à travers des filtres culturels différents. Ce n'est donc pas une notion théorique univoque. Il en est de même pour la confiance, autre concept fondamental pour favoriser une société axée sur le bien-être de ses citoyens. Respect et confiance nécessitent de travailler le rapport entre soi et l'autre, entre perception individuelle et cohésion de groupe. Cela paraît d'autant plus important que la fragilité des liens sociaux et parfois, les formes d'exclusions, altèrent l'intégrité des personnes ainsi que leur intégration dans la société. Le Centre régional du Libre examen souhaite organiser des ateliers d'animation à la culture du respect et à la confiance afin de travailler ces valeurs sociétales dans des dynamiques de groupe.

Objectifs : Appréhender la relation à l'autre ; Réfléchir sur des valeurs communes ; Déconstruire des préjugés et des stéréotypes ; Développer des attitudes et des formes de communication non violente ; Susciter des appropriations collectives.

Méthodes : Partenariats avec des associations de terrain ; Animations de groupe.

Atelier de découverte d'outils et d'animations citoyennes

Dans la lignée de l'atelier que nous avons organisé en 2012-2013 et qui fut un succès, nous souhaitons monter un atelier *d'outillage à l'animation citoyenne*, à destination croisée de professeurs de morale, animateurs et formateurs qui travaillent avec des jeunes ou des adultes et qui sont amenés à aborder des questions à caractère philosophique. L'atelier vise à sortir des clivages habituels entre pédagogie de l'enseignement et éducation permanente afin de créer une ouverture entre les approches pédagogiques existantes. Il a pour ambition de rapprocher les praticiens et de construire un espace de parole et d'échange permanent qui les relierait à terme.

Objectifs : Montrer de nouveaux outils et techniques d'animation en les mettant en pratique autour d'un thème choisi ; Permettre aux participants de tester des outils qu'ils ont créés ; Echanger des bonnes pratiques ; Mettre en place une supervision collective ; Impulser une dynamique de réseau entre les participants.

Méthodes : Atelier de pairs.

Café philo

Prendre la parole, c'est confronter sa pensée et la soumettre à la critique, c'est s'impliquer et donc c'est déjà le début de l'action. Ce travail n'a pas besoin d'être encyclopédique, il n'appartient pas aux philosophes ni aux penseurs d'exception. Chaque citoyen peut s'exercer à cette pratique. Les cafés philo offrent cette possibilité dans un cadre bien défini de prise de parole

Objectifs : Pratiquer la pensée philosophique ; S'exercer au débat et formuler sa pensée ; Partager et construire une pensée collective.

Méthodes : Animations de débats collectifs dont les sujets sont établis démocratiquement en début de séance.

Thématique *Egalité des chances*

Les alternatives à la crise, inégalités sociales et pauvreté

L'analyse que nous menons depuis maintenant deux ans *sur la crise et ses conséquences sociales* a permis une prise de conscience des participants sur cet important sujet de société. Elle s'inscrit dans toute une série de mouvements populaires qui actuellement se mettent en place pour dénoncer la situation sur les dangers de la crise, ici et en Europe. La crise nous interroge à titre individuel et à titre collectif sur notre avenir économique, notre place et rôle dans le système socio-financier, nos possibilités de contestation et d'action pour sortir de l'impasse.

Aujourd'hui, l'idée consiste à favoriser l'émergence d'initiatives locales positives qui donnent la possibilité de valoriser leurs compétences économiques et sociales et de les intégrer dans des projets collectifs.

Objectifs : Outiller les citoyens pour une meilleure compréhension de la crise, de ses mécanismes réels, de ses conséquences sur la fracture sociale, du rôle des acteurs socio-économiques et politiques ; Développer une lecture plus critique des informations classiquement diffusées ; Ouvrir l'esprit sur une position plus solidaire à l'égard des personnes frappées par la crise ; Donner des pistes d'action pour une réappropriation de la sphère économique par le citoyen.

Méthodes : Rencontres-débats ; Séminaires ; Soutien méthodologique à des mouvements d'actions populaires.

La défense des droits des femmes, la lutte contre les violences faites aux femmes

Le combat pour défendre les droits des femmes est essentiel au Centre régional du Libre Examen est nous continuerons de le mener dans le plan quinquennal prochain. En 2013, nous aborderons cette thématique à travers la Clause de l'Européenne la plus favorisée qui vise à ce que *chaque citoyenne puisse bénéficier du statut le plus progressiste, le plus juste, le plus féministe en vigueur dans un pays membre (...). Le nivellement, dans l'Europe des femmes, doit se faire par le haut*. En 2008, une étude comparative des législations des 27 pays est alors réalisée. Sur cinq domaines fondamentaux de la vie publique ou privée des femmes, elle définit le bouquet législatif le plus favorable : Choisir de donner la vie : l'éducation sexuelle, la contraception, le droit à l'avortement ; La famille : mariage, divorce, contrat d'union civile, congé parental, autorité parentale ; Les violences : la violence conjugale, le viol, la prostitution ; Travail : l'indépendance économique, taux d'emploi, emploi partiel, écart salarial ; Politique : participation à la vie politique.

En 2009, les FPS produisent, sous la bannière de Monique Boulanger, un résumé de ce rapport qui permet de repérer la position de la Belgique dans chaque domaine, ainsi qu'une animation avec PowerPoint afin de présenter la Clause dans les comitiaux locaux. En décembre 2012, l'audition au Parlement Européen de Choisir relance le sujet et permet de pointer quelques contraintes pour l'application de la clause : le cadre juridique qui permettrait de concrétiser la Clause reste difficile à rendre opérationnel ; en ce moment, la situation politique de l'union européenne ne se révèle pas favorable à des innovations d'une telle envergure ; la mobilisation autour de la Clause demeure

insuffisante malgré les initiatives portées par quelques organisations nationales ou européennes (Choisir, le Lobby européen des femmes, etc).

Objectifs : Faire évoluer les mentalités ; Informer sur l'état d'avancement de la Clause et la situation de la législation en Belgique ; Améliorer la participation citoyenne des femmes au niveau européen.

Méthodes : Partenariats avec la FPS et la Maison des Femmes de Schaerbeek ; Travail d'animation sur un groupe de professionnels et sur un groupe de femmes ; Colloque de mobilisation finale.

La lutte contre les stéréotypes, les préjugés et les discriminations

Comme nous l'avons travaillé en 2012 et 2013, l'imagerie que nous impose la société fait valoir des canons corporels et sexuels proprement surhumains. Il faut être beau (belle) et performant(e). Comment échapper à la vulgarité des images qui nous est renvoyée, notamment dans la publicité ?

Plus largement, comment se détacher des représentations fabriquées qui altèrent notre regard sur nous-mêmes et sur les autres, parasitent nos comportements relationnels et affectifs, perpétuent en les aggravant des formes de dominations et de violences ? Et ceci, particulièrement dans le rapport homme/femme ? Dans le rapport de genres, avec les mouvements homophobes ? Dans le rapport à l'âge, avec ce culte de la jeunesse qui ne respecte pas les jeunes dans leur intégrité, ni les personnes âgées à fortiori ? Dans le rapport à l'immigré, celui dont les origines viennent d'un autre pays ? Comment les mouvements féministes, gay, les associations intergénérationnelles ou d'accompagnement aux publics issus de l'immigration, participent-ils dans la construction de ces représentations et dans les changements de comportements ?

Objectifs : Prendre conscience des messages stéréotypés, véhiculés par les images ; Analyser les préjugés à l'encontre de groupes humains ; Changer les comportements ; Analyser les discriminations qui en découlent et agir contre.

Méthodes : Animations autour d'un support média ; Séminaires de réflexion.

Animations citoyennes dans les écoles primaires et secondaires sur l'égalité garçons/filles

Face au constat de la perpétuation des clichés et des inégalités de genre qui sont assimilés dès le plus jeune âge, le Centre régional du Libre Examen a mis au point, en collaboration avec l'asbl Solidarité Femmes de La Louvière, un module d'animation destiné à sensibiliser les jeunes à la question de l'égalité entre les filles et les garçons. Il s'agit d'intervenir positivement dans le processus de construction de l'identité du garçon et de la fille en aidant les enfants à modifier la perception qu'ils ont d'eux-mêmes et de l'autre, en promouvant aussi un modèle égalitaire de rapports hommes/femmes. L'école, en tant que lieu d'éducation des enfants, est l'endroit privilégié pour ce changement fondamental des mentalités.

Les modules proposent la promotion de modèles d'hommes et de femmes non-traditionnels dont les caractéristiques et qualités sont indépendantes de leur appartenance au sexe féminin ou masculin. Ils introduisent la notion de rapports non-sexistes basés sur le respect mutuel et le développement de relation d'amitié et de coopération. Des modules ont d'abord été créés pour les élèves de primaire. Nous en préparons d'autres adaptés aux adolescents du secondaire.

Objectifs : Détricoter les idées reçues ; Questionner sur les stéréotypes, les rôles sexués et leurs influences ; Remettre en question les comportements intégrés et imaginer un autre monde possible.

Méthodes : Animation dans les classes ; Jeux de rôle ; Exercices et débats.

Ciné-débats et dialogues interculturels

Les cinés-débats ont été proposés afin de permettre aux personnes engagées dans un cursus en alphabétisation de débattre autour de questions de société. Ils visent le dialogue interculturel à destination de femmes issues de l'immigration. Nous proposons un lieu de dialogue, permettant l'expression et l'écoute. Nous proposons un cadre dans lequel chacun est libre d'adhérer ou non aux échanges, mais dans le respect de chacun. Le questionnement se base sur la méthode de coaching : par des questions adaptées, les personnes prennent conscience par elles-mêmes des jugements qu'elles posent.

Objectifs : Comprendre les enjeux des personnages du film ; Apprendre à prendre distance vis-à-vis de nos jugements premiers ; Modifier la lecture première des événements ; Souligner les multiples interactions qui peuvent être la cause d'une situation problématique (SDF, ...) ; Souligner la capacité d'autonomie des personnages (principalement féminins) dans leur quotidien.

Méthode : Animation de groupe et coaching collectif.

Vidéo-théâtre

L'animation se veut plus souple qu'un théâtre forum mais dans une même intention de créativité. Il s'agira de mélanger deux médias, la vidéo et le théâtre, ce qu'on pourrait nommer par un néologisme : une *aventure vidéâtrale*, non pas pour le simple plaisir de juxtaposer deux univers différents, mais bien pour que la création artistique soit, dès le début, le résultat d'un cheminement commun. La vidéo a des exigences que le théâtre n'a pas et réciproquement. Les dévoilements et performances à mobiliser, tant pour les comédiens que d'un point de vue technique, ne sont pas les mêmes. Ces différences seront riches en créativité.

Cette aventure s'adresse à des jeunes adultes, cette tranche d'âge de la population qui se retrouve hors des dispositifs d'insertion, entre les adolescents qui sont à l'école, les actifs qui travaillent et les chômeurs actifs qui intègrent des mesures d'accompagnement à l'emploi ou à la formation. Sortis de l'école après avoir vécu des échecs et mal accueillis sur le marché du travail et dans le monde professionnel, ces jeunes adultes ont une image dégradée d'eux-mêmes et de la société. Les moyens dont ils disposent pour exprimer leur utilité sociale et leur citoyenneté sont limités tant que s'accroissent les risques de les voir sombrer dans l'exclusion sociale et la violence, en marge des règles et des codes de la société.

Objectifs : Favoriser une ouverture d'esprit et un épanouissement individuel des participants en leur donnant la possibilité d'exercer leur droit d'expression et de créativité ; Renforcer les compétences transversales ; Redonner aux participants le goût de l'effort et de la réussite, l'estime de soi, la confiance dans le groupe ; Partager une expérience créative.

Méthodes : La représentation de "*l'aventure vidéâtrale*" sera l'occasion d'exposer auprès d'un large public de spectateurs ce qui aura été créé et ainsi de rendre compte du processus de création à travers un reportage qui sera également diffusé.

Groupes de soutien aux acteurs travaillant sur le décrochage scolaire

Fort de notre expertise acquise avec le groupe de la commune de Forest, nous voulons organiser des groupes locaux de réflexion au sein desquels les partenaires sont invités à réfléchir sur les formes de soutien, qui existent ou qu'il faudrait mettre en place, pour accompagner l'enfant en difficulté scolaire. L'idée serait aussi d'aboutir à une plate-forme d'outils et de méthodes que les différents groupes pourraient alimenter de leurs outils, expériences et capacités d'expertise.

Objectifs : Aider les acteurs locaux à la mise en place d'un accompagnement permanent des projets de soutien scolaire sur le commune de Forest ; Identifier les différents acteurs présents sur le territoire et échanger sur les pratiques professionnelles, apprendre des uns et des autres, décloisonner le système ; Co-construire des outils d'analyse et des méthodes de travail ; Etre force de propositions pour les élus en matière de politiques communales à destination des jeunes.

Méthodes : Démarche participative et d'autogestion de groupe.

Groupe soutien à la parentalité

Le projet vise à construire un lieu d'expression pour les parents qui n'ont pas toujours la possibilité de discuter « en société » de choses qui les interpellent et/ou les paralysent dans les démarches à effectuer non seulement à l'égard de leurs enfants mais aussi à l'égard des institutions (école, réseau associatif, services d'aide à la jeunesse). L'aide que nous pouvons amener ne se fera que si le besoin s'en fait ressentir. Elle doit cependant intervenir le plus tôt possible de manière à éviter que les interrogations, les doutes et les réactions des parents et des intervenants n'exposent l'enfant à des risques voire à des dangers, tant sur le plan de la rupture de la cellule familiale, que du décrochage scolaire, de la délinquance, des comportements à risques. Le temps de parole sera l'occasion pour les parents de partager des points de vue et des expériences, tout en structurant leur questionnement et leur demande par rapport aux difficultés qu'ils rencontrent avec leurs enfants. Outre l'aspect intrafamilial, il s'agira aussi de leur faire comprendre les institutions, les rouages du système de manière à ce qu'ils appréhendent au mieux les difficultés qui peuvent en découler.

Objectifs : Lutter contre l'isolement social et relationnel qui fragilise les parents ; Libérer la parole, favoriser l'émulation collective et le dialogue social ; Tisser des liens durables, vecteurs de liberté et d'émancipation, vecteurs également de résolution de problèmes rencontrés dans la vie ; Aider les parents à vivre leur parentalité et à assumer leurs responsabilités devant les représentants institutionnels tels que les enseignants, les directions d'école, les médecins, les psychologues, les assistantes sociales, les juges, etc. ; Donner les moyens aux parents de construire des réponses appropriées à leurs situations, augmenter leurs capacités de choix et d'action.

Méthodes : Organisation de forums de parents ; Partenariat avec des associations implantées localement ; Utilisation de techniques d'animation privilégiant les formes d'écoute, d'aide et d'accompagnement des adultes ayant en charge un enfant (Médiations, groupes de paroles, échanges de pratiques...).

Section 4 : Les effets observés de l'action

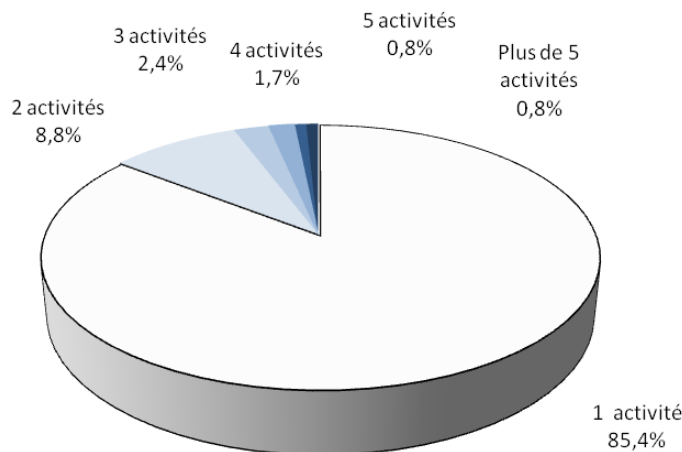
4.1. Effets auprès du public visé

Effets d'ordre quantitatif

Les participants

En 2012, le Centre régional du Libre Examen a organisé 41 activités, parmi lesquelles 4 activités régulières avec des groupes de publics-cibles définis (les théâtres forum, les ciné-débats, les ateliers d'animation à la culture du respect, le groupe forestois). Pour les autres activités ouvertes à tous publics, nous avons enregistré plus de 1000 inscriptions et accueilli +/- 750 participants différents. Après analyse, nous voyons qu'un participant sur six a assisté à au moins deux activités du Centre.

Fréquence du public aux activités - 2012



De façon plus détaillée, nous remarquons une fidélisation du public des cycles et des ateliers. Ce constat confirme l'idée que la régularité des activités et leur inscription dans la durée permettent d'instaurer de meilleures relations de travail avec les participants.

Le profil des publics semble évoluer au fil du temps :

Nous remarquons la participation de plus en plus importante des professionnels du monde associatif et des institutions publiques qui viennent chercher, dans les espaces de réflexion du Centre, de la matière et des analyses susceptibles de les faire évoluer dans leurs pratiques. Cela répond à un besoin réel de leur part de prendre quelques moments de respiration qui les aident à mettre en perspective ce qu'ils entreprennent au quotidien dans le cadre de leurs missions et de leurs services.

Cette participation accrue des professionnels du non-marchand vient en contrepartie de la (relative) désaffection des sympathisants laïques, moins assidus qu'auparavant. Comme explication à ce phénomène général qui affecte tout le mouvement laïque, le Centre régional du Libre Examen se heurte parfois à l'avis de quelques-uns de ses sympathisants (pour beaucoup à la retraite) qui souhaiteraient des activités plus ludiques et qui privilégient, dans leurs centres d'intérêt, le côté

divertissement plutôt que l'entrée strictement éducation permanente. Ce qui bien sûr, ne rentre pas dans l'esprit du décret ! Mais si le Centre ne répond pas à cette demande, nous travaillons à la manière de mobiliser les générations montantes sur les enjeux de notre société.

Intérêt des abonnés

Tout au long du plan quinquennal, nous avons mené une enquête sur les thèmes qui suscitent le plus l'intérêt des participants à nos activités. Parmi les 1.812 abonnés qui ont au moins participé à une activité sur la période (et qui disposent toujours d'une adresse mail valide en juin 2013), 42 % se sont intéressés au thème de la laïcité et 76 % à celui de l'égalité (notons qu'il y a possibilité d'être venu au moins une fois à chacun des deux thèmes). Par comparaison, sur la même période, 42 % des activités organisées par le Centre ont traité de laïcité et 58 % d'égalité.

	fréquence d'intérêt du thème parmi les abonnés actifs	fréquence d'apparition du thème dans les activités
Laïcité	42%	42%
Egalité	76%	58%

Ceci confirme l'idée qu'il est plus difficile d'attirer le public sur les thèmes exclusivement laïques.

Communication vers l'extérieur

Améliorer la communication vers l'extérieur a été un objectif du Centre régional du Libre Examen pendant ce plan quinquennal.

Une campagne d'information avec support visuel et texte d'invitation est systématiquement créée pour chaque activité. Nous disposons d'une *mailing list* générale de plus de 9.000 adresses, régulièrement mise à jour, à qui nous faisons les envois. Selon les activités, nous sommes en mesure de cibler les invitations avec des *mailing list* spécifiques. Le suivi de ces envois est assuré par un logiciel professionnel qui permet de prendre en compte les demandes d'inscriptions de nouveaux membres et les demandes de désinscriptions.

Le site www.centre-librex.be créé en 2010 s'est étoffé de nombreux articles sur les activités de l'année. Il constitue une source d'informations importante et une vitrine pour le Centre du Libre Examen. Nous avons commencé une entrée par mots-clés, un référencement des intervenants, ainsi que la mise en ligne des comptes rendus et résumés d'activités. Ce travail est fastidieux pour une équipe aussi restreinte que la nôtre mais a le mérite de conserver la mémoire de nos activités et surtout de consolider les réflexions menées.

Puis, nous avons ouvert une page Facebook qui constitue une autre manière d'informer sur nos activités propres mais aussi de mieux s'informer sur les activités des autres associations. Par ce biais, nous multiplions les contacts avec des personnes ressources, engagées dans des groupes de réflexions (à titre individuel mais parfois au nom de leurs associations). Nous pouvons également détecter comment les uns et les autres perçoivent l'actualité et se positionnent par rapport aux enjeux de la société, notamment ce qui concerne les valeurs de la laïcité.

	Facebook :
630	Amis
420	Mention J'aime

Appréciation de la situation

Les nouveaux outils de communication demandent un investissement temps très important et apportent une manière différente de travailler et d'aborder le public. Mais cela ne doit pas se substituer aux rapports humains directs et réels. En éducation permanente, une part de la dynamique réside dans l'art de créer des interactions et des échanges concrets entre les divers niveaux de réseaux sociaux.

Effets d'ordre qualitatif

Moins de colloques, plus de travail en groupes d'animation et en ateliers de supervisions

Afin de nous rapprocher encore davantage des publics cibles de l'axe 1, nous avons diversifié nos type d'activités, délaissant les formes classiques du colloque ou de la conférence ouverte et anonyme pour travailler de façon plus rapprochée avec les participants, dans des groupes plus petits et plus dynamiques.

L'utilisation de techniques d'animation plus participatives

Afin de mieux entrer dans l'esprit du décret, nous cherchons de plus en plus, dans nos activités, à sortir des face-à-face et des jeux de questions-réponses entre les orateurs et le public. L'objectif que nous visons consiste à s'approprier des techniques d'animation plus participatives pour ouvrir l'espace de parole du Centre régional du Libre Examen à des personnes qui parlent peu ou pas le français : il s'agit alors d'amener ces personnes à définir puis à accepter un cadre de réflexion, à persévérer dans une démarche réflexive inhabituelle pour elles, à produire quelque chose de concret en allant au-delà de leurs peurs et de leurs préjugés.

Compte tenu de nos moyens humains restreints (deux chargées de projets à temps plein) et eu égard le nombre d'activités que nous mettons en place, nous avons parfois fait appel à des professionnels extérieurs à qui nous avons confié la mission d'assurer les animations de groupe. Cela nous a permis de développer des partenariats et d'échanger des pratiques professionnelles avec des formateurs et animateurs du secteur socio-éducatif. C'est ainsi que nous avons travaillé avec l'équipe de Formeville, mais également avec les professionnels (professeurs de morale notamment) du réseau d'Entre-Vues asbl, ou encore avec les animatrices du Centre des Femmes battues, avec lesquelles nous organisons les rencontres citoyennes dans les établissements secondaires.

Appréciation de la situation

Développer des outils d'animation participative sur base de partenariats repose sur l'instauration de relations de confiance. Cela passe également par un minimum de formalisation dans des conventions, ce qui n'est pas sans poser problème lorsqu'il s'agit ensuite de valoriser les activités en heures d'éducation permanente.

En interne pour l'équipe du Centre régional du Libre Examen, la multiplication de ce type d'animations dynamiques demande du temps et de l'investissement individuel. Elle passera par des formations professionnelles adéquates, génératrices de dynamiques de groupe et d'innovations pour l'association.

4.2. Effets sur les visées de l'association

L'application de la démarche progressiste

Les effets observés ont bien rencontré les visées du Centre régional du Libre examen. Par principe puisque, comme nous l'avons développé dans le point 2.2. de ce document (page 6), l'éducation permanente fait partie intégrante des missions de l'association. Dans les faits également, puisque nous travaillons régulièrement à l'amélioration de nos activités, en assurant une veille informative sur les sujets de société et en pratiquant en interne l'auto-évaluation, la démarche progressiste et l'ouverture.

Le public qui participe aux activités n'est pas forcément un public de sympathisants laïques, déjà acquis à la démarche libre-exaministe, mais de plus en plus un public en questionnement qui se confronte à des problèmes de société (à titre personnel ou dans le cadre professionnel) et cherche des pistes de réponses.

La co-construction collective des solutions à des problèmes communs est une possibilité que le Centre régional du Libre Examen est en mesure de proposer en termes d'animation de groupes. La pratique du Libre Examen est une méthode tout à fait appropriée à l'exercice de la co-construction puisqu'elle ne se contente pas d'un seul point de vue et impose l'ouverture d'esprit et la critique positive.

Appréciation de la situation

Nous espérons que cette façon de travailler permet d'enclencher de réels changements dans les comportements quotidiens des personnes affiliées et des participants aux activités. Déjà, la fidélisation du public et les liens qui se tissent peu à peu au sein des groupes, permettent de développer des relations durables, d'instaurer des communautés de recherche et de réflexion et au final, de modifier nos méthodes de travail et nos pratiques de vie. Ceci constitue une première appréciation des effets de notre action sur le tissu social.

4.3. Plan d'action 2014-2018 : Les orientations à venir

Maintenir un espace de liberté de parole

Il ne suffit pas de réunir les personnes pour que l'espace institué génère une parole libre, créatrice et constructive pour tous. Des règles claires et une ambiance bienveillante sont nécessaires à cet espace de parole afin que les participants à nos activités s'autorisent d'exposer leurs points de vue sans peur du jugement, voire de penser à voix haute et d'étayer des théories, même si celles-ci s'avèrent erronées. Et tout cela en évitant de tomber dans le travers du consensus mou qui voudrait qu'un débat réussi soit un débat où tout le monde se met d'accord, ce qui bien sûr serait contraire au développement d'un esprit critique et libre-exaministe.

Développer l'écoute approfondie, respecter les idées des autres et faire respecter les siennes dans sa prise de parole, utiliser des outils d'argumentation, penser en « je », recevoir et accepter la critique, oser la contradiction et la confrontation, s'interdire la position d'autorité sur un groupe, sont autant de compétences qu'il importe de susciter en éducation permanente afin que vivent les idées et que se développe la participation citoyenne.

Lors du déroulement de nos activités, il est arrivé que la liberté de parole des participants soit altérée par le comportement de l'un ou par l'absence d'une bonne dynamique de groupe. Pour maintenir la qualité d'un tel espace, à la fois sur le fond et sur la forme, il est donc important que le Centre régional du Libre Examen développe ses propres compétences en termes de modération des débats et d'animation de groupe.

Promouvoir le libre examen comme principe d'émancipation individuelle

Comme signalé dans ce document (page 19), la laïcité et le libre examen sont régulièrement galvaudés par des groupes politiques ou des lobbyings qui, sous couvert d'un intérêt pour ces concepts, en détournent le sens profond et en affaiblissent la portée. Par ailleurs, les tensions dans les relations sociales sont souvent exacerbées par la charge émotionnelle qu'elles contiennent, les personnes ayant des difficultés à prendre les distances indispensables à l'analyse critique et à la prise de position éclairée.

Pour lutter contre ces manipulations, il importe de renforcer les liens dans le réseau laïque et la mobilisation autour de ces principes communs tout en activant la démarche militante émancipatrice parmi les jeunes générations. Mais il est également nécessaire d'investir des lieux où ces principes ne sont pas compris (voire repoussés) afin de permettre à des publics non initiés d'appréhender la démarche du libre examen et d'en découvrir la portée pour eux-mêmes.

A l'heure où les débats sur les valeurs sont souvent tendus, ce travail de transmission et d'explicitation devient une priorité. Sans tomber dans une approche dogmatique (ce qui serait contraire au principe lui-même), le Centre régional du Libre Examen souhaite développer des pédagogies actives permettant de diffuser vers des publics moins scolarisés.

Maintenir une grande vigilance par rapport à l'actualité

La démocratie est un combat quotidien. Surtout dans un monde en constante évolution et en perpétuel mouvement, où les multiples interactions entre les événements rendent plus complexes l'analyse et la compréhension des situations réelles. Par ailleurs, si les canaux d'information sont accessibles à tous, leur utilisation pertinente mobilise beaucoup de temps et, là encore, demande des compétences nouvelles afin d'éviter les pièges d'une lecture biaisée, conformiste et/ou purement émotionnelle.

Comme le public au service duquel nous travaillons, nous sommes submergés par l'actualité dans nos pratiques professionnelles. C'est dans l'esprit du décret que d'apprendre à gérer cet environnement informationnel en personnes responsables et conscientes des enjeux. Ainsi, la pertinence de nos activités dépend en partie de notre capacité à faire des choix proactifs quant aux événements que nous traitons en priorité. Pour cela, il est indispensable de disposer de bons outils de veille et d'analyses des informations disponibles. Le Centre régional du Libre Examen souhaite évoluer dans ce sens.

Développer les partenariats

Le décret est ouvert aux partenariats qui, de fait, peuvent renforcer le réseau associatif travaillant avec les publics-cibles et générer des complémentarités dans les champs d'expertise, les compétences et les ressources mises en œuvre.

Mais, la mise en place de partenariats demande aux parties de partager une vision commune des projets, et donc de partager des objectifs et des valeurs, puis de s'accorder sur des modalités de

fonctionnements notamment en ce qui concerne le traitement des publics-cibles. La réussite des partenariats repose sur le dialogue et l'écoute, sur la capacité de travailler en synergie, en un mot sur un engagement réciproque.

Le Centre régional du Libre Examen tire beaucoup d'enseignements des partenariats qu'il a eu l'occasion de développer au cours du plan quinquennal 2009-2013, notamment avec des acteurs loin de son champ de compétences. Il souhaite persévérer dans ces initiatives extrêmement positives, tant sur le plan des résultats d'éducation permanente que sur plan humain pour les équipes.

Exemples de partenariat durable :

- La compagnie de théâtre Le Collectif 1984 avec laquelle nous avons monté les théâtres-forum et avec laquelle nous avons le projet d'organiser un vidéo-théâtre ;
- Formeville, association qui développe des formations sur les métiers de la ville et les compétences transversales, et avec laquelle nous avons mis en place les animations à la culture du respect et les dialogues interculturels autour des ciné-débats ;
- L'asbl Entre-Vues, avec laquelle nous avons organisé les ateliers de découverte d'outils et d'animations citoyennes, ateliers dont nous cherchons à pérenniser le fonctionnement ;
- Le Cercle du Libre Examen (ULB), avec lequel nous voudrions établir des ponts intergénérationnels pour partager une histoire, des méthodes d'approches, des points de vue sur le libre examen.

Se rapprocher du citoyen et partir de sa demande

Dans notre souci de travailler au plus près des besoins citoyens et afin de faire émerger des actions concrètes d'éducation permanente, le Centre régional du Libre Examen souhaite se rapprocher des lieux de vie citoyenne à l'intérieur même du territoire régional. C'est pourquoi nous développons des relations avec des associations localement implantées, mais également avec des communes ou des comités de quartier impliqués en cohésion sociale.

En termes de méthode

Co-construire les activités avec le public

- Développer la concertation des participants dans le processus d'élaboration des actions ;
- Intégrer de façon systématique un temps d'évaluation avec les participants à la fin de chaque activité ;
- Participer à des groupes de travail et réseaux professionnels pour multiplier les échanges et analyses de terrain.

Développer les cycles

- Inscrire les actions dans la durée, en déterminant la programmation et le contenu des actions au fur et à mesure, en fonction de la demande exprimée par les participants ;
- Cerner les problèmes et de co-construire des réponses, en associant à la réflexion collective des personnes ressources actives et instances compétentes ;

- Au final, développer avec les participants des débuts de stratégies visant à dépasser leurs vécus quotidiens et intégrer les contraintes et enjeux globaux, incompris et souvent subis au premier abord.

Privilégier le travail de groupes et les ateliers de supervision collective

- Passer de la modération de débats à l'animation de groupe pour favoriser la démarche participative collective ;
- Valoriser les savoirs des participants dans des ateliers et travaux de groupe.

Publier et témoigner des activités

- Garder des traces de nos activités dans un esprit de mémorisation du travail réalisé au fil des années : affiches, textes introductifs et invitations, comptes-rendus, actes, articles ;
- Se donner une capacité de progresser dans la réflexion et l'action ;
- Mettre à disposition des publics, associations et institutions, le fruit des réflexions collectives.

Section 5 : Conclusions et évaluation globale de l'action de l'association

5.1. *La participation active des publics dans la conception, la conduite et l'évaluation des activités*

La fiche d'évaluation par activité

En interne, nous avons mis en place une fiche d'évaluation assez détaillée qui reprend, d'une part le descriptif signalétique de l'activité (enjeux de société, objectifs, méthode, public visé, invités, etc), d'autre part les résultats observés, tant sur le fonctionnement réel de l'activité que sur les prestations mises en œuvre, la participation et l'avis du public. Un débriefing en équipe permet également de relever les points positifs et les points à améliorer dans le déroulement matériel de l'activité, la pertinence du sujet ainsi que l'adéquation entre objectifs visés et moyens mis en œuvre.

Pour certaines activités qui s'inscrivent dans des cycles, nous avons créé un petit questionnaire à faire remplir par les participants à la fin de la séance, permettant de recueillir leurs premières impressions sur ce qui vient d'être présenté.

Les évaluations de groupe avec les partenaires

Chaque activité menée en partenariat fait l'objet d'un suivi tout au long de son processus d'élaboration, puis d'une évaluation finale.

Les rencontres annuelles avec les sympathisants

A l'occasion des vœux de la nouvelle année, nous organisons une rencontre avec les sympathisants. Autour d'une mise en bouche et d'un verre de l'amitié, les participants prennent le temps de faire connaissance entre eux, de donner leur avis les activités auxquelles ils ont assisté mais aussi sur le programme que nous leur soumettons. Ils peuvent également exprimer les thématiques qu'ils souhaiteraient aborder pour la nouvelle année.

5.2. *Plan quinquennal 2014-2018 : l'adéquation entre le décret et les actions du Centre, à la lueur de cette évaluation*

De façon globale

Cette évaluation nous a permis de mesurer les points positifs et les points négatifs de notre démarche d'éducation permanente et des actions que nous menons. Comme signalé dans le point 2.2. (page 6) de ce présent rapport, le Centre a dans ses missions l'émancipation individuelle et collective des publics, la défense des valeurs d'égalité et de progrès, la recherche d'une société plus juste et solidaire. Si nous avons quelques satisfactions dans la réalisation de ces vastes missions, nous savons que le travail ne sera jamais fini et qu'il y a encore des améliorations à entreprendre. Notamment nous chercherons à nous rapprocher des citoyens afin d'être plus près de leurs préoccupations et d'organiser les actions avec eux en fonction de leurs demandes.

De façon plus précise

Développer une analyse critique de la société, une prise de conscience et une connaissance critique de la société

Lors des midis de la laïcité, séminaires, colloques, conférences, nous établissons un espace de parole et de débats propice à l'analyse critique, à la confrontation de plusieurs points de vue et à la remise en question (individuelle ou collective).

Stimuler des initiatives démocratiques et collectives : capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation

Le groupe de Forest (rapport annuel 2012 ; Egalité des chances : activités n°7 et 19 - rapport quinquennal ; page 23) est un bel exemple de ce que nous souhaitons développer à l'avenir comme type d'actions. Ici, les partenaires locaux impliqués dans le projet souhaitent mettre en place une plateforme visant à améliorer les échanges d'outils et la communication entre eux, mais aussi à accroître leurs capacités d'analyse et d'actions en direction de leur public-cible : le jeune en difficulté. L'initiative est bien portée par les auteurs eux-mêmes et s'inscrit dans un processus progressif d'élaboration en fonction du groupe.

Nous espérons pouvoir développer des projets de cette nature, avec d'autres professionnels et/ou citoyens impliqués dans un collectif d'actions (un comité de quartier, une plateforme) afin de les accompagner dans la structuration de leurs réflexions et dans la mise en place des processus d'élaboration et d'évaluation de leurs actions. Comme par exemple dans le groupe dans nous espérons réunir sur la question du libre examen (rapport quinquennal ; page 19) ou lors des ateliers de découverte d'outils et d'animations citoyennes (rapport annuel 2012 ; Laïcité : activités n°16 et 18 - rapport quinquennal ; page 20).

Développer l'exercice de la citoyenneté active

Le groupe de soutien à la parentalité (rapport quinquennal ; page 24), qui va se mettre en place à la rentrée scolaire de septembre, entre parfaitement dans cet objectif.

Nous espérons pouvoir développer d'autres projets de cette nature, notamment sur le thème de la citoyenneté en milieu urbain ou sur le thème de la transmission des valeurs laïques (rapport quinquennal ; page 21). A la demande d'un groupe, nous pourrions envisager de mener une initiative locale visant l'amélioration des conditions de vie de citoyens, le partage de ressources, la mobilisation citoyenne, etc.

Développer l'exercice des droits sociaux, culturels, environnementaux et économiques

La participation régulière aux cycles que nous organisons permet un travail en profondeur, le partage d'expériences, une confrontation au réel, la prise de conscience des droits, et au final, si le besoin s'en fait sentir individuellement ou collectivement, l'émergence d'une démarche de groupe propice au démarrage d'un projet d'action :

C'est le cas dans le cycle crise (rapport annuel 2012 ; Egalité des chances : activités n°1, 6, 13, 14, 15 et 22 - rapport quinquennal ; page 21), ou ce que nous mettons en place sur en matière de droits des femmes avec la clause de l'Européenne la plus (rapport quinquennal ; page 21).

L'expression culturelle et la rencontre entre cultures

Lors des théâtres forum (rapport annuel 2012 ; Egalité des chances : activités n°11 et 12) et du vidéo-théâtre (rapport quinquennal : page 23) que nous projetons de monter, nous valorisons les capacités créatrices de citoyens souvent marginalisés, tout en leur donnant la possibilité de s'inscrire dans une dynamique de groupe et dans un projet collectif. Nous souhaitons qu'ils puissent développer des canaux d'expression, porteurs de réflexions, de sens, de plaisir et de bonheur, de confiance, de découverte de soi et de l'autre.

Lors des ciné-débats (rapport annuel 2012 ; Egalité des chances : activités n°16 - rapport quinquennal : page 23), nous favorisons l'accès à des outils culturels et tentons d'allier moments de plaisir et réflexion.

5.3. Les enseignements que l'association a tiré de cette évaluation

Enseignements concernant nos visées et lignes de force

L'évaluation que nous venons de réaliser nous conforme dans l'idée que les outils méthodologiques de la démarche libre-exaministe sont pertinents. Elle a constitué un moment privilégié dans la vie de notre association en nous offrant la possibilité de pratiquer en interne les principes que nous défendons. Elle a forcé à prendre le temps et à *sortir la tête du guidon*. L'équipe a pu questionner ses routines de travail, mesurer les points positifs et les points négatifs dans ses processus d'actions et ses pratiques professionnelles, confronter des divergences en interne, chercher des solutions pour corriger ses erreurs. Non sans débats ni confrontations, comme lors de nos activités !

A l'égard de l'extérieur, Dans l'avenir, nous tiendrons plus compte des remarques du public pour faire évoluer les thématiques et les processus sur bases de leurs demandes.

Apprentissage d'une méthode d'évaluation en interne

Le Centre régional du Libre Examen s'est inscrit dans la démarche de cette évaluation depuis 2010, notamment en se fixant comme objectif le changement de forfait dans le prochain plan quinquennal. Au cours de ces trois années passées, nous avons tenté d'enclencher un processus progressif afin de vérifier nos capacités internes et nos méthodes de travail avec les partenaires, comme en témoignent les rapports annuels 2010, 2011 et 2012.

La présente évaluation s'est d'abord basée sur le dossier de demande de reconnaissance que nous avons produit en 2007 ainsi que la réponse argumentée que nous avons reçue de la Communauté Française en 2008. Elle a également nécessité l'exploitation de documents plus récents, documents que nous avons créés et engrangés dans cette perspective : les fiches, les affiches, les bilans quantitatifs et les rapports d'évaluation qualitative des activités, les débriefings avec les partenaires, les comptes-rendus des réunions hebdomadaires de l'équipe, les rapports annuels, les comptes-rendus de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration.

Nous avons identifié des personnes ressources pour nous accompagner dans la démarche :

- Parmi les partenaires ;
- Parmi les participants.

Avant de commencer la phase de production, nous avons étudié ce qu'il nous était demandé par les services de l'éducation permanente : analyse de l'objet de l'évaluation, des buts visés, des attendus, des contraintes imposés, de l'état d'esprit du pouvoir subsidiant. La rencontre avec l'inspecteur en mars nous a également éclairés.

Nous nous sommes réunis plusieurs fois en équipe et en CA, et nous avons procédé par étapes successives pour :

- Elaborer le bilan action par action, en termes de méthodes et de résultats, d'abord sur 2012 puis sur les cinq années du plan quinquennal ;
- Identifier les moments clés de notre parcours passé avec un regard critique ;
- Aborder les questions organisationnelles de l'équipe, en essayant de dégager les forces et les faiblesses de nos fonctionnements ;
- Réfléchir sur les stratégies, les orientations à venir et les perspectives d'actions.

L'élaboration de cette évaluation a forcé notre regard et impulsé une démarche qualité au sein de l'association, démarche que nous espérons continuer dans les années à venir. L'analyse critique des résultats en termes d'activités réalisées et les remises en question dans les fonctionnements du Centre régional du Libre Examen, vont sans nul doute susciter des modifications dans les pratiques professionnelles des permanents de l'équipe. Au final, elle devra permettre des innovations propices à des mises en perspective pertinentes par rapport à l'évolution de la société.